

**RAPPORT À LA CENTIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE
15-16 MARS 2022**

COVID-19 ET AGRICULTURE

Communication présentée par la FAO

Révision

La révision ci-après, datée du 14 mars 2022, est distribuée à la demande de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La version révisée corrige certaines erreurs statistiques figurant dans la section 2 du document original.

1 CONTEXTE

1.1. Pendant la première vague de la pandémie de COVID-19 en 2020, les pays ont adopté diverses mesures de confinement pour réduire et ralentir la propagation de la maladie. Ces mesures, bien qu'elles aient freiné la circulation du virus, ont eu un effet négatif sur l'économie mondiale, entraînant une augmentation importante de l'extrême pauvreté et de l'insécurité alimentaire.¹ D'après *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*², la faim dans le monde a progressé au cours de l'année 2020, qui a été assombrie par la pandémie de COVID-19, et on estime que 70 à 161 millions de personnes de plus ont été touchées par la faim en 2020 par rapport à 2019. En outre, en 2021, 155 millions de personnes dans 55 pays/territoires étaient en situation de crise ou pire (phase 3 ou supérieure de l'IPC/CH)³, soit près de 20 millions de personnes de plus qu'en 2019, d'après le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2021.⁴ La COVID-19 et ses incidences, ainsi que les conflits et les phénomènes météorologiques défavorables ont été les principaux facteurs de l'aggravation de l'insécurité alimentaire.

1.2. La pandémie a aussi provoqué un double choc touchant à la fois l'offre et la demande de denrées alimentaires, les mesures de contrôle de la propagation de la maladie ayant affecté les chaînes d'approvisionnement et leurs différentes composantes, y compris la production, la transformation, la logistique et la vente au détail. Toutefois, les efforts déployés par les

¹ FAO. 2021. *Agricultural trade & policy responses during the first wave of the COVID-19 pandemic in 2020*. Rome. <https://www.fao.org/3/cb4553en/cb4553en.pdf>.

² FAO, FIDA, OMS, PAM ET UNICEF. 2021. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous*. FAO, Rome. 628 p. (consultable à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/cb4474en>).

³ Phase 3 de l'IPC/CH: les ménages ont une consommation alimentaire insuffisante qui se traduit par une malnutrition aiguë grave ou inhabituelle; ou sont une minorité à pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires minimums et, le cas échéant, ne le font qu'au prix des avoirs relatifs à leurs moyens d'existence ou en recourant à des stratégies pour faire face aux crises.

⁴ FSIN et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2021. *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2021*. Rome.

<https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFCpercent202021percent20050521percent20med.pdf>.

gouvernements et les parties prenantes du secteur agricole dans le monde entier pour faire en sorte que les marchés agricoles restent ouverts et que les échanges de denrées alimentaires se poursuivent de manière fluide ont contribué à la remarquable résilience des marchés de produits agricoles.

1.3. L'économie mondiale a montré des signes de reprise en 2021 avec une croissance mondiale estimée à 5,9%⁵, après une contraction de 3,1% en 2020. La croissance mondiale devrait ralentir et s'établir à 4,4% en 2022. Toutefois, la reprise économique est inégale selon les pays et les inégalités de revenus entre pays se creusent, ce qui réduit les progrès réalisés au cours de la dernière décennie.⁶ En fait, même si la production et l'investissement dans les économies avancées devraient retrouver les tendances d'avant la pandémie en 2023, dans les économies en développement ils resteront nettement inférieurs à la moyenne mondiale.

2 LA SITUATION SUR LES MARCHES MONDIAUX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

2.1 Situation actuelle et perspectives

2.1.1 Production

2.1. Selon les dernières estimations de la FAO, la production mondiale de céréales en 2021 s'est établie à 2 796 millions de tonnes, soit 0,7% de plus que l'année précédente. La production mondiale de blé devrait atteindre 775,4 millions de tonnes, soit 0,1% de moins que l'année précédente. Les prévisions concernant les céréales secondaires, notamment le maïs, l'orge et le sorgho, s'établissent à 1 501 millions de tonnes, soit 1,2% de plus que l'année dernière. La production mondiale de riz devrait atteindre un niveau record en 2021, grâce à l'amélioration des rendements et à une légère augmentation des surfaces de production en Asie. S'agissant de la production céréalière mondiale en 2022, les prévisions préliminaires de la FAO concernant la production mondiale de blé s'établissent à 790 millions de tonnes, soit une probable quatrième augmentation annuelle consécutive. L'escalade du conflit en Ukraine fait toutefois planer une certaine incertitude sur le volume final de la production, car les perturbations des services, les dommages aux infrastructures et les déplacements de population pourraient empêcher les agriculteurs de se rendre dans leurs champs et de récolter et commercialiser leurs cultures.

2.2. S'agissant de la production de céréales secondaires, la récolte des cultures de 2022 devrait commencer dans les prochains mois dans les pays de l'hémisphère sud, tandis que les plantations n'ont pas encore débuté dans les pays situés au nord de l'Équateur. En Amérique du Sud, les volumes de production de maïs devraient être bien supérieurs à la moyenne en 2022, notamment au Brésil où la production de cette céréale devrait atteindre un niveau record de 112 millions de tonnes. En Afrique australe, la production de maïs devrait rester supérieure à la moyenne en 2022 grâce à des conditions météorologiques favorables.

2.3. Pour les oléagineux et les produits dérivés en 2021/2022, les prévisions actuelles indiquent une situation de marché tendue. Si les répercussions des conditions météorologiques sur la production mondiale de soja et de colza ont contribué au resserrement de l'offre d'oléagineux, la production d'huile de palme inférieure à ce qu'elle aurait pu être s'explique en partie par une main-d'œuvre migrante limitée en raison des restrictions liées à la COVID-19, en particulier en Malaisie.

2.4. Les prévisions de la production mondiale de sucre en 2021/2022 s'établissent à environ 173 millions de tonnes, soit une légère hausse par rapport au niveau réduit observé en 2020/2021. Cette reprise repose en grande partie sur les attentes de redressement de la production dans l'Union européenne et en Thaïlande, associées à des perspectives favorables en Inde. En revanche, la production devrait diminuer en Chine et au Brésil, le premier producteur mondial. Les prévisions pour le commerce mondial du sucre en 2021/2022 s'établissent à environ 60 millions de tonnes, soit une légère baisse par rapport au volume estimé en 2020/2021. Cela reflète principalement la baisse des exportations du Brésil et de l'Inde, par rapport à leurs ventes record en 2020/2021, tandis que la demande d'importation, en particulier en provenance d'Asie, devrait également diminuer en glissement annuel.

⁵ FMI. 2022. Perspectives de l'économie mondiale – Mise à jour, janvier 2022. Washington, DC. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/01/25/world-economic-outlook-update-january-2022>

⁶ Banque mondiale. 2022. Perspectives économiques mondiales, janvier 2022. Washington, DC. <https://www.banquemondiale.org/fr/publication/global-economic-prospects>

2.5. La production mondiale de viande en 2021 devrait augmenter de 4,3% en glissement annuel pour atteindre environ 352 millions de tonnes, principalement sur la base des attentes d'un fort rebond de la production en Asie. De même, en 2021, la production mondiale de lait devrait augmenter de 1,1% pour atteindre 923 millions de tonnes, avec des expansions probables dans toutes les régions, en particulier en Asie.

2.1.2 Commerce

2.6. Le commerce mondial des céréales en 2021/22 devrait augmenter de 0,9% par rapport au niveau de 2020/2021 pour atteindre 484 millions de tonnes. Le commerce du blé devrait atteindre un niveau record de 194 millions de tonnes, soit 2,5% de plus qu'en 2020/2021, tandis que le commerce des céréales secondaires devrait atteindre 237 millions de tonnes, soit une contraction de 0,9% par rapport à l'année précédente. Toutefois, cette prévision ne tient pas encore compte des impacts potentiels du conflit en Ukraine sur les flux commerciaux en provenance d'Ukraine et de la Fédération de Russie.⁷

2.7. Le commerce du riz devrait enregistrer une troisième augmentation annuelle consécutive en 2022 (janvier-décembre), avec 53,4 millions de tonnes. La récolte de riz exceptionnelle devrait permettre d'enregistrer une troisième augmentation annuelle consécutive dans le commerce international de riz.

2.8. Le commerce mondial de viande pour 2021 devrait dépasser les 42 millions de tonnes (en poids équivalent-carcasse), soit une augmentation de 1,2% par rapport à 2020, mais le rythme de croissance est le plus lent depuis six ans. Cette décélération résulte principalement d'une contraction prévue des importations en Chine et dans certains grands pays importateurs de viande en Europe, reflétant une augmentation des quantités disponibles au niveau national, ainsi qu'une reprise incomplète des services alimentaires et des goulets d'étranglement logistiques, suite aux exigences de distanciation sociale liées à la COVID-19.

2.9. Le commerce mondial du lait devrait également augmenter de 2,7%, avec une forte concentration des importations en Chine. En revanche, plusieurs pays d'Asie de l'Est, d'Europe et du Moyen-Orient ont diminué leurs importations, en raison de la baisse de la demande des consommateurs, des décisions relatives aux contingents et des perturbations du marché liées à la COVID 19.

2.2 Prix internationaux des produits alimentaires

2.10. L'indice FAO des prix des produits alimentaires a enregistré une valeur moyenne de 140,7 points en février 2022, soit 5,3 points (3,9%) de plus en glissement mensuel et 20,7 points (24,1%) de plus que son niveau enregistré il y a un an. Cela représente un nouveau record absolu (en valeur nominale), qui dépasse de 3,1% le précédent record établi en février 2011. La hausse de février était due à l'augmentation des prix internationaux des huiles végétales et des produits laitiers, alors que les prix des céréales et de la viande étaient également en hausse. En revanche, le sous-indice des prix du sucre a baissé pour le troisième mois consécutif.

2.11. S'agissant des augmentations en glissement annuel, le sous-indice FAO des prix des huiles végétales a enregistré la plus forte hausse (36,8%), suivi des sous-indices des prix des produits laitiers (24,8%), de la viande (15,3%), des céréales (14,8%) et du sucre (10,4%).

⁷ La FAO suit de près l'évolution de la situation et évaluera l'impact sur le commerce mondial des céréales en 2021/2022 en temps voulu.

Indices des prix des produits alimentaires	Valeurs les plus élevées (points)		Février 2022	Variation		Variation: Février 2022 par rapport aux valeurs les plus élevées (%)
				glissement mensuel (%)	glissement annuel (%)	
<i>Indice FAO des prix des produits alimentaires</i>	Février 2011	137,6	140,7	3,9	20,7	2,3
Céréales	Mars 2008	163,3	144,8	3,0	14,8	-11,3
Huiles	Juin 2008	178,2	201,7	8,5	36,8	13,2
Sucre	Janvier 2011	183,2	110,6	-1,9	10,4	-39,6
Viande	Août 2014	119,2	112,8	1,1	15,3	-5,4
Produits laitiers	Décembre 2013	156,5	141,1	6,4	24,8	-9,8

2.12. La hausse du sous-indice des prix des huiles végétales a principalement été due à des facteurs liés à l'offre, notamment à des perturbations de la production dues à des conditions météorologiques défavorables dans certains grands pays producteurs d'Amérique du Sud, d'Asie du Sud-Est et de la région de la mer Noire. Le secteur de l'huile de palme en Malaisie a également été confronté à des contraintes liées à la pénurie de travailleurs migrants, résultant des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19.

2.13. Les hausses de prix dans le secteur laitier ont été largement attribuées à une forte demande d'importations, en particulier en provenance d'Asie, et à des augmentations modérées des disponibilités mondiales à l'exportation, notamment en provenance d'Europe occidentale et d'Océanie.

2.14. Dans le cas des prix mondiaux de la viande, l'augmentation de la demande mondiale, qui a souvent dépassé les disponibilités de l'offre dans les principales régions productrices, a entraîné des hausses de prix. Les pénuries de bovins de boucherie en Amérique du Sud et en Océanie, en particulier, ont suscité de grandes préoccupations.

2.15. Les prix mondiaux des céréales ont également augmenté de manière significative, malgré les résultats positifs de la production globale obtenus au cours de la dernière saison 2020/2021 (juillet-juin), ainsi que les attentes d'une production céréalière mondiale record pour la saison 2021/2022 en cours.

2.16. Au troisième trimestre de 2021, après avoir enregistré des niveaux records plusieurs années de suite, les prix internationaux du sucre ont baissé et, en février 2022, ils ont atteint leur plus bas niveau depuis juillet de l'année dernière. Les perspectives de production favorables dans les principaux pays exportateurs, notamment l'Inde et la Thaïlande, associées à l'amélioration des conditions météorologiques au Brésil ont pesé sur les prix mondiaux du sucre. La baisse des prix de l'éthanol au Brésil, entre décembre 2021 et février, a exercé une pression à la baisse supplémentaire sur les prix mondiaux du sucre.

2.17. L'incertitude météorologique, notamment due au phénomène climatique La Niña, la volatilité des marchés du pétrole et du fret, les coûts élevés du transport et de l'énergie, ainsi que les politiques qui ont entraîné des pics de coûts des intrants, ont tous affecté d'importants fournisseurs de produits alimentaires dans le monde.

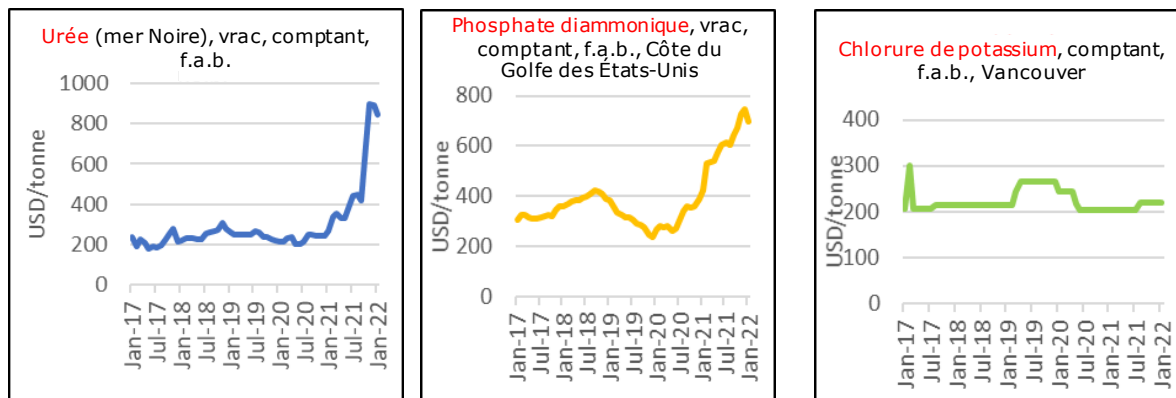
2.3 Prix des engrais

2.18. Les prix des engrais se sont aussi envolés tout au long de l'année dernière (figure 1). Les prix de l'urée, un important engrais azoté, ont plus que triplé au cours des 12 derniers mois, par exemple, les cotations nominales des prix au comptant (vrac) dans la Région de la mer Noire sont passées de 265 USD/tonne en janvier 2021 à 846 USD/tonne en janvier 2022.

2.19. Les prix des engrais au phosphore (P) ont augmenté en parallèle. Ceux du phosphate diammonique, un important engrais composite à base de phosphore, sont passés de 421 USD/tonne à 699 USD/tonne au cours de la même période. À l'évidence, l'augmentation du prix de l'engrais à base de phosphate diammonique reflète également la hausse des prix du composant azoté.

Toutefois, la hausse des prix des engrais à base de phosphore a aussi eu un effet équivalent, et on estime qu'elle contribue pour près de 50% à l'augmentation globale des prix du phosphate diammonique. En revanche, les prix de la potasse (engrais à base de potassium) ont continué d'être moins affectés au cours des 12 derniers mois.

Figure 1: Tendances récentes des prix des engrais



Source: Indice Mundi.

2.20. Parmi les raisons de cette augmentation, on peut citer l'introduction de certaines mesures commerciales, le coût élevé des transports et le niveau élevé des prix de l'énergie. Par exemple, en réponse à l'augmentation de la demande mondiale d'engrais et à la hausse des prix intérieurs, certains fournisseurs clés ont réagi en imposant des restrictions à l'exportation, ce qui a accentué la pression à la hausse sur les prix internationaux des engrais (surtout à la fin de 2021). S'agissant des coûts de transport, la pandémie de COVID-19 a provoqué des perturbations généralisées dans les chaînes d'approvisionnement internationales, entraînant une hausse des coûts de fret et un allongement des temps de transit (voir la section ci-dessous). Enfin, le prix élevé et en hausse du gaz naturel a joué un rôle central, par exemple dans la production d'engrais azotés.

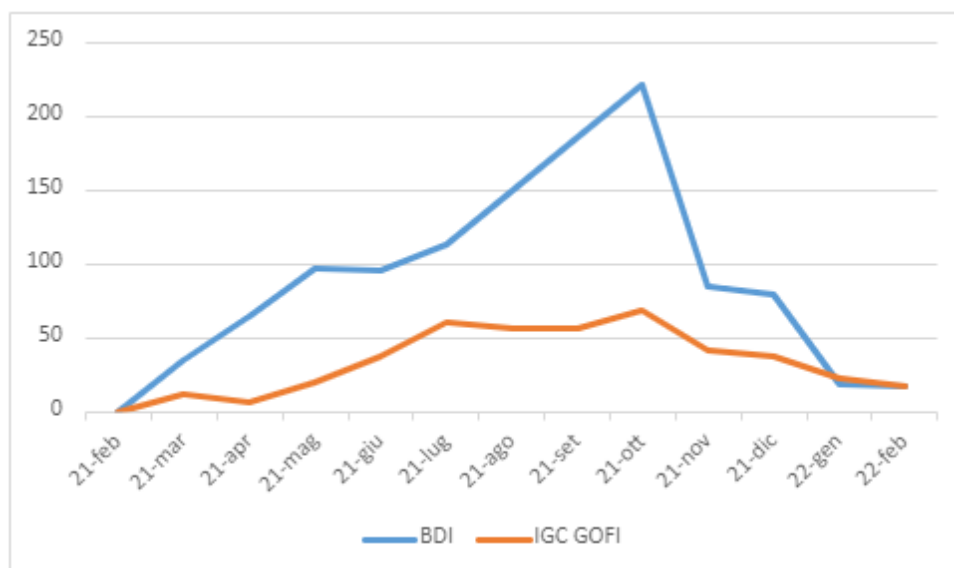
2.21. Les prix élevés et volatils des engrais ont suscité des inquiétudes quant à la faible disponibilité des engrais en 2022/2023, avec des effets potentiellement négatifs sur la production et la sécurité alimentaires. Par exemple, dans les pays les plus pauvres, l'utilisation des engrais pourrait diminuer rapidement, les agriculteurs étant confrontés à des disponibilités moindres et étant contraints de réduire les applications.

2.4 Coûts du commerce

2.22. Avec des hausses importantes au premier trimestre de 2021, les coûts du fret ont augmenté rapidement entre mai et octobre 2021, le Baltic Dry Index (BDI) augmentant de 44% et l'indice des prix des céréales et des graines oléagineuses du CIC (GOFI) de 53%. Ces augmentations reflètent en grande partie le dynamisme du commerce des céréales et des oléagineux, la reprise de la demande d'importation de charbon face à la hausse des prix du gaz naturel et les prévisions à la baisse de l'offre liée à la flotte mondiale de vraquiers en 2022.

2.23. Des défis logistiques et météorologiques ont également été relevés, notamment en Chine, où des règles plus strictes liées à la COVID-19 ont allongé les délais de rotation des navires et aggravé la congestion des ports locaux. Selon les données de Lloyd's List Intelligence, à la fin du mois d'octobre 2021, environ 7% de la flotte mondiale de vraquiers attendait dans les ports chinois pour charger ou décharger des marchandises. Les coûts de livraison sur les principales voies d'acheminement de céréales et d'oléagineux, qui comprennent le carburant marin et d'autres frais associés, ont également bondi entre mai et octobre. Les marchés du fret ont parfois manqué d'orientation claire, les nouvelles vagues d'infections à la COVID-19 dans certains pays ayant entraîné des incertitudes quant à l'offre et à la demande.

2.24. Les coûts du fret, mesurés par les indices GOFI et BDI (figure 2), ont baissé après avoir atteint le plus haut niveau en 13 ans au début du mois d'octobre 2021, mais les coûts du fret maritime sont restés à des niveaux historiquement élevés en février 2022, les prix dans les segments de transport de céréales et d'oléagineux étant en moyenne supérieurs d'environ 75% en glissement annuel.

Figure 2. Coûts du fret mesurés par les indices GOFI et BDI

Note: Variation en pourcentage fondée sur les valeurs mensuelles moyennes

Source: Rapport Market Monitor de l'AMIS n° 96, mars 2022.

2.25. Pendant la pandémie de COVID-19, les différentes mesures de confinement mises en place dans le monde ont entravé le déroulement normal des activités des autorités gouvernementales chargées de la délivrance de certificats et d'autres licences et approbations nécessaires au commerce des produits agricoles (y compris les certificats SPS).⁸

2.26. En outre, dans de nombreuses régions du monde, les contrôles sanitaires additionnels au passage des frontières, y compris le contrôle des conducteurs et la désinfection des véhicules de transport, ont entraîné un allongement des délais de dédouanement et une augmentation des coûts des échanges transfrontières.

2.27. Pour faciliter le commerce des produits agroalimentaires pendant la pandémie, plusieurs pays ont mis en œuvre des mesures visant à accepter la version électronique des certificats phytosanitaires et vétérinaires, et ont simplifié les procédures de licence d'importation pour certains produits.⁹

2.28. De même, certains pays ont fait des progrès dans la numérisation des procédures gouvernementales, et certaines régions ont établi des corridors qui ont permis une automatisation accrue et un partage plus efficace des données entre les douanes et les autorités connexes, à certains passages frontaliers et pour une liste de produits essentiels déterminés, y compris les produits alimentaires.

3 RECOMMANDATIONS DE LA FAO

3.1. Alors que tous les impacts économiques et sociaux de la pandémie ne sont pas encore connus, la maladie continue de se propager et représente une source importante d'incertitude pour les marchés et les échanges de produits agroalimentaires.

3.2. Afin de réduire les risques pour la sécurité alimentaire, les gouvernements doivent continuer à mettre en œuvre des mesures visant à soutenir les groupes de population vulnérables. À cet égard, les filets de sécurité et les programmes de protection sociale, y compris l'aide alimentaire intérieure et les transferts en espèces, pourraient contribuer à soutenir la consommation lorsque les prix des denrées alimentaires sont élevés, les revenus sont en baisse et les inégalités s'accroissent.

⁸ FAO. 2021. *Agricultural trade & policy responses during the first wave of the COVID-19 pandemic in 2020*. Rome. <https://www.fao.org/3/cb4553en/cb4553en.pdf>.

⁹ *Ibid.*

3.3. De même, il sera crucial d'investir dans les infrastructures de commercialisation et d'échanges. Il s'agit notamment des infrastructures du dernier kilomètre, des infrastructures d'approvisionnement en électricité et en eau et des infrastructures de fourniture de services TIC. S'agissant de ces dernières, il faudra mettre en place des cadres réglementaires et institutionnels adéquats pour numériser davantage les procédures commerciales et les opérations de la chaîne d'approvisionnement, comme les certificats électroniques.

3.4. Les pays doivent également soutenir le développement du secteur agricole en améliorant la productivité et en élargissant l'accès aux marchés pour les agriculteurs et les PME rurales. Cela nécessite des investissements en R-D, la formation et la vulgarisation, ainsi que des programmes favorisant l'accès à des intrants de qualité (notamment des semences, des engrais et des machines).

3.5. Enfin, il est important de maintenir les marchés ouverts et de garantir des flux commerciaux ininterrompus et efficaces, notamment en s'efforçant de stimuler la coopération entre les pays pour réduire les restrictions commerciales, en améliorant la transparence des marchés et en renforçant la gouvernance internationale et les mécanismes de coordination dans les procédures douanières et l'application des mesures SPS.

3.6. À cet égard, des initiatives telles que le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO et le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) du G-20 jouent un rôle essentiel en fournissant des données et des informations opportunes et fiables sur les marchés alimentaires mondiaux et les récentes évolutions en matière de politique générale. Cela est important pour la transparence des conditions du marché et des changements de politique. En outre, le Forum de réponse rapide de l'AMIS offre une plate-forme unique pour favoriser une discussion rapide sur les conditions critiques du marché et les moyens d'y faire face.
